Cycle de conférences sur l'islamophobie : Les fonctions sociales et politiques d'un racisme respectable

La France a peur. Elle a peur du « voile islamique » et de la « bombe islamique », des minarets et du hallal dans les restaurants. Elle a peur de l'Islam et des musulmans. Elle a peur de l'« islamo-gauchisme » comme jadis elle avait peur du « judéo-bolchévisme ». Son identité semble vaciller : la laïcité et les racines chrétiennes seraient menacées !

Selon le philosophe Enzo Travenso, le « portrait de l'arabo-musulman brossé par la xénophobie contemporaine ne diffère pas beaucoup de celui du juif construit par l'antisémitisme au début du XX e siècle. Dans les deux cas, les pratiques religieuses, culturelles, vestimentaires et alimentaires d'une minorité ont été mobilisés afin de construire un stéréotype négatif d'un corps étranger inassimilable à la communauté nationale ». (Libération, 5 janvier 2011)

Comparaison n'est pas raison, mais il existe des homologies entre le racisme anti-juif des années 1930 et l'islamophobie à la française. Un contexte de crise économique et politique semble favoriser la fabrication d'un bouc émissaire. Comme dans les années 30, l'enjeu est-il à la fois de faire diversion (détourner l'attention des problèmes réels) et « diviser ceux qui sont unis et unir ceux qui sont divisés » (S. Bouamama)? A qui profite cette stratégie politique? Et surtout comment contrer cette stratégie dont l'objectif est de

légitimer une certaine forme de domination sociale et politique en crise ?

Apparue au début des années 2000, cette nouvelle islamophobie (V. Geisser) est une arme raciste à double détente. A usage interne, l'islamophobie a pour fonction de neutraliser le potentiel contestataire des populations immigrées : En fabriquant l'image d'un musulman antirépublicain, sexiste et violent, en marge du code culturel dominant, l'objectif est bien de normaliser les discriminations et la répression contre les minorités issues des anciennes colonies.

A usage externe, cette islamophobie concourt à ôter toute légitimité aux mouvements islamiques de résistance contre l'impérialisme et le sionisme : sur ce front, l'objectif est de contrer et de délégitimer toute forme de soutien en France aux peuples arabo-musulmans luttant pour leur émancipation, notamment au peuple palestinien qui combat le sionisme depuis plus de 100 ans.

En bref, en interne, l'enjeu est de recoller les morceaux d'une domination politique qui se fissure ; en externe, de légitimer une domination occidentale radicalement contestée.

Mais comment peut-on expliquer cette virulence islamophobe à partir du début des années 2000 ? Quelles en sont les conditions sociales et politiques ? Le racisme est un fait social normal dans les sociétés occidentales (F. Fanon), mais il s'agit ici de comprendre et d'analyser les nouvelles formes qu'il revêt. Certes, le racisme et les discriminations relèvent de mécanismes structurels, mais il importe aussi d'interroger les formes variables qu'ils prennent : l'islamophobie ne serait-elle pas une forme de racisme anti-arabe non avouable ?

Cette islamophobie à double détente a mis en lumière un acteur central dans la production des normes racistes « respectables » : l'intellectuel médiatique sioniste. Chien de garde de la

domination sioniste dans un monde arabe aujourd’hui en transformation, il alerte en permanence contre le danger « islamiste » qui menacerait l’ordre social et républicain français.

L’Etat d’Israël et la République française auraient un même ennemi : un islam conçu comme un « corps étranger non assimilable », incompatible avec la « modernité » et les « valeurs fondatrices » du monde occidental.

En agitant le danger de la décomposition du modèle républicain, en exigeant des lois d’exception pour les musulmans et davantage de répression dans les quartiers populaires, l’intellectuel médiatique sioniste n’est-il pas le produit de la mutation actuelle vers un ordre politique autoritaire ?

Sur la base de ce questionnement général, le Comité Action Palestine organise un cycle de conférences au cours de la deuxième quinzaine de juin.

Comité Action Palestine